

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 22 septembre 2025

Date de convocation : 16 septembre 2025

Date d'affichage : 16 septembre 2025

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 22

Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi vingt-deux septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame Morgane Colas, Première Adjointe au Maire, en l'absence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – A.G. Bertrand – S. Rault – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : A. Guennou donnant procuration à M. Cosson, I. Crézé donnant procuration à M. Chaplain, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégouic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, R. Trivin donnant procuration à V. Gaudu.

Étaient absents :

Monsieur Henri Bourdonnais est nommé secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

OBJET :

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE DES CÔTES D'ARMOR - RÉFORME STATUTAIRE

Rapporteur : Morgane COLAS, Adjointe chargée de l'Administration générale, des finances et des ressources humaines

Par délibération de son comité syndical du 11 juillet 2025, le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor (SDE 22) a décidé de mettre en œuvre une réforme statutaire.

Cette réforme a pour objectifs, d'améliorer et mettre à jour la rédaction des statuts du SDE 22, au regard des évolutions législatives et réglementaires.

L'objectif est de permettre une meilleure compréhension du fonctionnement et des compétences du SDE 22 de la part de ses adhérents. Le SDE 22 souhaite par cette révision statutaire réorganiser et clarifier son champ de compétences et de services complémentaires.

Concernant les compétences et activités :

- Meilleure articulation entre les compétences obligatoires, accessoires, optionnelles et activités complémentaires conformément à la réglementation ;
- Champ de compétences proposées par le SDE 22 inchangé, réécriture exhaustive des compétences et activités pour une meilleure compréhension du cadre d'intervention du SDE 22 ;
- Intégration de la notion de sécabilité au sein d'une même compétence pour permettre à une collectivité de ne pas être dessaisie de sa capacité d'intervention dans le domaine de l'énergie (transfert possible au SDE par « sections » de compétences définies dans les statuts) ;
- Les activités complémentaires sont réécrites pour apporter une plus grande souplesse dans l'accompagnement du SDE 22 et ce, sans opérer de transfert de compétence optionnelle.

Les principaux points relatifs à la gouvernance du SDE 22 :

- Adaptation du périmètre des collèges du syndicat pour prendre en compte les évolutions territoriales intervenues ces dernières années notamment la création de communes nouvelles et le regroupement des intercommunalités dans le département : le nombre des collèges est porté à 8, correspondant au périmètre des 8 EPCI ;
- Représentation des membres communaux du comité syndical inchangée (même mode électoral) / la désignation des membres EPCI au comité syndical selon un nouveau mode électif sans en changer le nombre total de 11 ;
- Réécriture des modalités de votes au comité : selon les compétences (écriture de la pratique existante) ;
- Répartition des contributions des membres : ajout d'un article 12 pour préciser que les contributions sont fonction des compétences transférées et d'un règlement financier.

Désormais, conformément aux articles L. 5211-5 CGCT, l'assemblée délibérante de chaque membre du SDE 22 doit se prononcer sur cette modification statutaire.

Le projet de statuts reprenant ces différentes évolutions, ainsi que la délibération du comité syndical du SDE 22 du 11 juillet 2025 sont annexés au présent rapport.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** ce projet de statuts et annexes, étant précisé que les modifications ne portent que sur le cadre statutaire réécrit. Les compétences transférées ou non par les communes ou EPCI, restent identiques ;
- De **PRÉCISER** que ces nouveaux statuts ont vocation à entrer en vigueur à l'issue du second tour des élections municipales de 2026 ;
- **D'AUTORISER**, au terme du délai de 3 mois, et de la majorité qualifiée de vote concordant, le comité syndical à adopter définitivement ces statuts qui feront l'objet d'un envoi à la Préfecture pour prise d'arrêté préfectoral ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Annie GUENNOU,
Maire.

